



HAL
open science

Le tourisme alternatif au Mexique : solution durable ou moyen de contrôle territorial ?

Maxime Kieffer

► **To cite this version:**

Maxime Kieffer. Le tourisme alternatif au Mexique : solution durable ou moyen de contrôle territorial?. LA PRODUCTION DE MODÈLES MONDIAUX ? Éléments pour une lecture critique des modèles, Mondes du tourisme, pp.337-347, 2011, Tourisme et mondialisation. halshs-00915452

HAL Id: halshs-00915452

<https://shs.hal.science/halshs-00915452>

Submitted on 9 Dec 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le tourisme alternatif au Mexique : solution durable ou moyen de contrôle territorial ?

MAXIME KIEFFER

[maxime.kieffer@gmail.com]

Doctorant en géographie, Centro de Investigaciones en Geografía Ambiental (Ciga), Universidad Nacional Autónoma de México

Résumé. L'objet du présent article est d'illustrer le décalage entre la conceptualisation du tourisme alternatif réalisée en tant que facteur de développement par les acteurs politiques au Mexique et les pratiques. La difficulté d'appliquer dans la pratique les résultats des recherches scientifiques est illustrée par une étude de cas sur le tourisme alternatif expérimenté dans la communauté de San Andrés Cohamiata (État de Jalisco, Mexique).

Notre réflexion, appuyée sur les apports de la géographie culturelle, prétend qu'il est nécessaire d'utiliser une approche transdisciplinaire incorporant le concept de paysage en tant que produit de l'adaptation de l'homme à son écosystème. Cette évolution nous permet de situer l'homme au cœur du développement et d'aborder la participation comme un processus de construction sociale des espaces ruraux au Mexique dans une réelle perspective de lutte contre la pauvreté et de changement social, culturel et économique à partir du local.

***Abstract.** The aim of the present paper is to illustrate the difference between the conceptualization by the political actors in Mexico of sustainable tourism as a way of development, and the reality of its practice. The difficulty to apply the results of scientific research on the topic is illustrated by a case study of an experience of rural based tourism in the indigenous community of San Andres Cohamiata (State of Jalisco).*

The present paper, based on the contribution of cultural geography, claims that it is necessary to take a trans-disciplinary approach. This approach incorporates the concept of landscape as the product of human adaptation to the ecosystem. This shift of perspective allows us to place man at the centre of development. Participation, therefore, is considered as a social construction process of the rural territory of Mexico, the purpose of which is to fight poverty and trigger social, cultural and economic change from the base.

Le tourisme constitue une part importante de l'économie du Mexique, occupant le troisième rang national en termes de captation de devises après le pétrole et l'envoi de devises étrangères. Il représente près de 8 % du PIB national (Inegi⁽¹⁾, 2010). Les analystes économiques prévoient à moyen terme une tendance à la baisse du tourisme, avec l'inflation mondiale soutenue par les prix élevés de l'énergie, des aliments et des matières premières (Sector⁽²⁾, 2008). En facilitant les investissements de capitaux étrangers dans le secteur touristique depuis les années 1970, le Mexique a opté pour une spécialisation de son offre vers le *sol y playa* (soleil et plage), s'appuyant sur la création de "centres intégralement planifiés" (CIP⁽³⁾), où le produit "tout inclus" prédomine. Une telle orientation fait dépendre la santé du tourisme au Mexique, et donc de l'économie nationale, de l'économie des pays riches. Pourtant, la multiplication des productions académiques de diverses disciplines (anthropologie, sociologie, écologie et géographie du tourisme principalement) analysant l'impact négatif de ce tourisme sur les plans social, environnemental et culturel – ainsi que sur la faible contribution des CIP au développement local dans leurs zones d'implantation – nous montre que le modèle actuellement proposé par le Mexique ne permet pas de répondre aux enjeux actuels du développement durable (Mantero, 2008 ; López, 2002, pp. 131-149). De plus, le manque de diversification touristique contraste

avec la demande croissante pour de nouvelles formes de tourisme alternatives. Le retard pris par le Mexique dans ce domaine le place donc dans une situation compétitive mondiale peu avantageuse (Guzmán, 2008, pp. 183-211).

Parallèlement à cette prise de conscience institutionnelle de la nécessaire diversification touristique du pays, le Mexique est touché par une crise du secteur agricole à la suite de la signature en 1992 de l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain), entré en vigueur en 1994, et de la mise en concurrence de son agriculture avec celles des États-Unis et du Canada. Ce contexte global d'un monde rural marginalisé et d'une forte pression sociale face aux enjeux socio-environnementaux actuels situe le Mexique dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) impulsés par l'Onu en 2000. Ainsi, il est devenu primordial pour les instances gouvernementales et internationales d'investir dans le développement en créant une série de programmes d'aide pour éradiquer la pauvreté dans le milieu rural.

La problématique de ce travail consiste à étudier si le tourisme alternatif peut se situer, tant au niveau conceptuel que méthodologique et pratique, au cœur d'un processus complexe de revitalisation territoriale endogène dans lequel l'homme est au centre d'un système ouvert et dynamique. Cela implique d'étudier le tourisme selon une perspective holistique de développement local à partir de l'économie, de l'écologie

et de la société, et non pas seulement, comme c'est aujourd'hui souvent le cas, en tant que seul moyen de satisfaire un programme de développement.

Nous évoquerons dans un premier temps les fondements conceptuels du discours des politiques gouvernementales et des ONG internationales qui ont fait du tourisme alternatif une priorité. Nous illustrerons par la suite notre analyse avec les résultats de l'étude d'un cas concret au Mexique qui met en évidence un processus d'assimilation de l'économie traditionnelle du milieu rural à l'économie de marché du modèle dominant. La dernière partie de cet article tentera de donner des pistes de réflexion pour repenser la conceptualisation du tourisme alternatif dans le cadre d'une évolution du développement durable grâce aux apports de la géographie culturelle.

LA CONCEPTUALISATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU TOURISME ALTERNATIF DANS LES PROGRAMMES INSTITUTIONNELS AU MEXIQUE

Le tourisme, principal secteur économique mondial, est présenté actuellement comme un moyen efficace pour "éradiquer la pauvreté", en particulier par l'OMT à travers son programme ST-EP (Le tourisme durable, instrument d'élimination de la pauvreté)⁽⁴⁾. De nombreux pays du Sud comme du Nord (donateurs) en ont fait un mot d'ordre en ce qui

concerne le tourisme. Le Mexique n'est pas en reste dans l'application de cette tendance mondiale et participe, à travers différents projets gouvernementaux et de coopération internationale, à l'introduction du tourisme en milieu rural pour permettre aux populations locales d'améliorer leurs conditions de vie aux niveaux tant social, économique qu'écologique.

En analysant le discours politique et les fondements de ces divers programmes, on constate que les valeurs promues en termes de développement sont présentées comme universelles et incontestables. La création d'emploi, l'investissement, l'arrivée de devises sont autant de facteurs positifs qui justifient la contribution du tourisme au développement. Les termes de durabilité, de participation des populations locales, de respect des coutumes traditionnelles sont également présents dans ces discours. Il est particulièrement intéressant de noter le rapport symbiotique mis en avant par les organismes internationaux entre le fonctionnement de l'économie touristique et la lutte contre la pauvreté (Gascón, 2009). Le premier des sept mécanismes mis en avant par le programme ST-EP (OMT, 2004) et qui permettrait de réduire la pauvreté par le tourisme est significatif : *“Embauche de personnes pauvres par des entreprises touristiques : [...] Le rapport entre les entreprises touristiques et l'emploi de travailleurs locaux est un rapport de symbiose dans le sens où les deux parties en sortent largement gagnantes. Ces mesures agissent*

directement sur la pauvreté en permettant aux personnes pauvres de développer leurs propres compétences, en profitant directement à un grand nombre d'individus et en relevant le niveau de service”⁽⁵⁾.

L'augmentation des ressources des pauvres dépendrait donc du bien-être de l'économie des pays riches (Capanegra, 2008, pp. 109-134). Analyser le tourisme sous cet angle le réduit à un produit de consommation dans lequel l'offre est dépendante de la demande. Si l'on parvient à améliorer le cadre de vie des touristes, principalement issus des pays riches, le produit touristique se vendra et les pays récepteurs du Sud en bénéficieront. Le discours international sur la pauvreté possède une forte connotation paternaliste qui justifie l'interventionnisme des pays riches. Cette situation est très perverse dans la mesure où la question de l'origine de la pauvreté n'est pas posée, évitant ainsi de critiquer le modèle économique dominant. Ainsi, sortir de la pauvreté s'obtiendrait par un seul apport économique et le tourisme serait le moyen d'y parvenir. Le développement promu ne prétend donc pas lutter contre les disparités socio-économiques ou obtenir une redistribution juste de la richesse, pourtant véritables enjeux de la lutte contre la pauvreté. Finalement, si l'on admet que “tout le monde gagne” (vision gagnant gagnant), peu importe le mode de développement choisi puisque les pauvres y gagnent aussi. Le modèle n'est pas remis en cause et le développement passerait donc par une

“libéralisation du tourisme avec un semblant humain”⁽⁶⁾, pour reprendre les termes de Francesco Frangialli, alors secrétaire général de l'OMT, dans l'addendum présenté devant l'assemblée générale de cette même organisation en 2003⁽⁷⁾. Cette approche réductionniste qui nie la complexité de la société ramène le développement à sa seule composante économique et ouvre la voie au capitalisme, sous couvert du paradigme de la durabilité et avec l'assentiment de la communauté internationale.

L'autre concept prédominant dans les projets de développement où le tourisme entre en jeu est la protection de l'environnement. La conception écologique nord-américaine de l'environnement, apparue dans les années 1970 et selon laquelle l'homme ne fait pas partie de la nature, a conduit au Mexique à la création de réserves naturelles excluant la participation locale aux prises de décisions et établies sur des critères purement biologiques (Martinelli, 2004). Cette dualité, à la base des théories déterministes, rend l'homme sujet de la nature et non partie de celle-ci (Wintz, 1995). Certaines expériences, comme les “réserves de la biosphère”, expérimentèrent alors une autre stratégie en tentant d'incorporer la présence humaine sur le territoire, objet de la protection. Dans la pratique cependant, les faits témoignant de déplacements de population et d'absence de concertation locale ont été attestés au Mexique, notamment dans la réserve de la biosphère des Montes

Azules, au Chiapas, depuis 1978, date de sa création, ou dans celle des Tuxtlas, créée en 1998, dans l'État de Veracruz (Paré, non publié ; Martinelli, 2004).

Par ailleurs, la demande croissante des touristes pour découvrir la nature a poussé les planificateurs à ouvrir au tourisme ces espaces protégés. Le mythe de la nature intouchable a pris le dessus sur la gestion traditionnelle multifonctionnelle des ressources. En valorisant les services rendus par la nature, c'est-à-dire en introduisant l'idée que la nature est un capital à faire fructifier en tant que richesse mais aussi que symbole d'un mode de vie traditionnel, celle-ci devient un produit mercantile pour le tourisme et principalement l'écotourisme, tout comme la culture des communautés vivant sur ces territoires. La gestion du "produit touristique" n'étant que très peu accessible à ces communautés marginalisées, de nombreux habitants vivant traditionnellement des ressources de la forêt sont dès lors privés de leur moyen de subsistance à cause des interdictions d'accès à leur territoire récemment "protégé". Ce processus de changement d'utilisation agricole du sol peut donc tendre dans certains cas à appauvrir encore plus les populations affectées par ces mesures environnementales.

Dans cette perspective, la création de projets de tourisme alternatif dans des territoires marginalisés provient d'une conception réductrice de la pauvreté, du développement et de la protection de l'environnement, que l'on retrouve aussi bien dans les

relations Nord-Sud que dans les relations entre État patriarcal et populations marginalisées. De nombreuses organisations sociales dénoncent l'appartenance de ces politiques touristiques à des projets de développement plus vastes qui vulnérabilisent les populations pourtant présentées comme bénéficiaires desdits programmes. Certains chercheurs mexicains, dont le sociologue Jesús Antonio Machuca, affirment que, au-delà de la simple illusion participative⁽⁸⁾, certaines politiques sont menées volontairement pour insérer les richesses naturelles et culturelles dans le système financier mondial (Machuca, 2008, pp. 51-96). Il est possible de relier ces affirmations au travail de Roger Bastide, qui a relevé différents types d'acculturation⁽⁹⁾. Selon cet anthropologue il existerait une intentionnalité humaine dans certains processus d'acculturation, c'est-à-dire qu'une culture pourrait introduire volontairement, par divers moyens forcés, organisés, des changements afin de modifier les pratiques culturelles d'un autre groupe (Pereira, 2007, pp. 29-56). Cette manipulation pénétrerait la société à un point tel qu'il ne serait plus possible de remettre en cause le modèle et que les personnes contribueraient à ce processus de manière volontaire, sans y voir aucune forme de domination. Cela pourrait expliquer que certains promoteurs de projets de tourisme alternatif aient succombé à l'illusion participative, qu'il existe un tel fossé entre le discours et les conséquences de son application et que le modèle de développement ne

soit pas remis en question. Celui-ci est seulement reproduit dans les zones de biodiversité qui représentent une source de profit potentielle pour l'économie dominante.

La marchandisation des ressources naturelles et culturelles serait finalement souhaitée dans ces projets de développement afin d'assurer la transition d'une économie traditionnelle vers une économie de marché en transformant la biodiversité en produit de consommation, pour le bénéfice principal des populations du Nord. L'idée que la nature est un capital à faire fructifier dont il faut rationaliser la richesse, même en tant que symbole d'un mode de vie traditionnel, permettrait la croissance économique, facteur suffisant pour le développement selon l'orthodoxie néolibérale. La responsabilité sociale d'entreprises transnationales participant à des projets de développement pourrait aussi être considérée comme un moyen d'imposition d'un certain mode de consommation et d'insertion à l'économie dominante. Finalement, il est intéressant de relever la volonté de contrôle territorial de certaines zones stratégiques en terme de biodiversité, souvent situées dans des territoires indigènes considérés comme "pauvres" à "extrêmement à pauvres" selon l'Inegi, zones dans lesquelles le gouvernement agit comme facilitateur de ce processus de transition économique et culturelle pour des entreprises privées (Martinelli, 2004). Le tourisme alternatif se présenterait dans ces cas-là comme une simple perspective de contrôle.

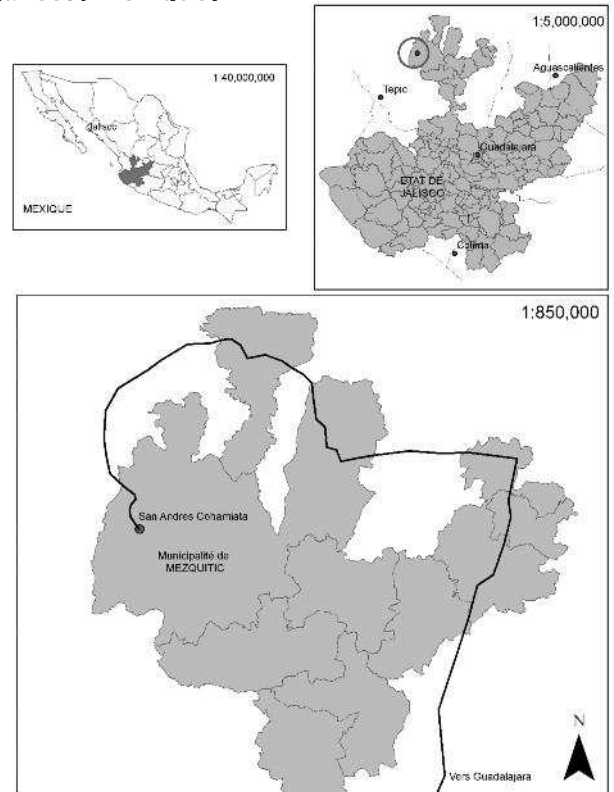
ECULTURISMO TATEI KIE, ÉCOTOURISME COMMUNAUTAIRE EN TERRITOIRE WIXARIKA

Les caractéristiques d'un projet

Le développement d'un projet de tourisme communautaire dans un village indigène, San Andrés Cohamiata, situé dans l'État de Jalisco est un exemple révélateur de cette situation mexicaine. Nous avons choisi cet exemple car il a été particulièrement étudié⁽¹⁰⁾. Et des articles de presse, des comptes-rendus d'organisations sociales ou des entretiens avec les populations affectées confirment que cette même conception du développement est appliquée dans d'autres territoires qui n'ont pas fait l'objet d'une investigation académique approfondie⁽¹¹⁾.

La communauté indigène wixarika du village de San Andrés Cohamiata, enclavé dans la Sierra Madre occidentale, a reçu fin 2004 un financement de 60 000 euros de la part de la Comisión de Desarrollo Indígena (CDI), organisme public chargé de la politique envers les peuples indigènes, afin de développer un projet de tourisme alternatif à caractère communautaire (cf. figure 1). En 2008, 50 000 euros ont été ajoutés par la même commission pour rénover l'infrastructure en déclin à cause d'un manque d'entretien et de rentrée d'argent dans le projet. Lizette Santana explique qu'à l'origine, le projet, présenté comme communautaire par les instances gouver-

Figure 1 • Localisation du projet Tatei Kie Eculturismo (Ialisco. Mexique)



nementales, a été introduit, en réalité, par des acteurs marginaux "sécants"⁽¹²⁾, convertis en promoteurs de cette initiative. Cette technique, souvent utilisée par le gouvernement, consiste à faire passer un projet comme émanant de la communauté. En fait, l'organisme public concerné, ici la CDI, parvient à le promouvoir en mobilisant des habitants locaux ayant une éducation supérieure à la moyenne, lesquels réussissent à convaincre le reste de la communauté du bien-fondé du projet et à le faire voter lors de l'assemblée du village, instance de validation de toutes les décisions au niveau local au Mexique.

La phase de réalisation du projet a bénéficié à tout le village dans la mesure où ce dernier a fourni la main d'œuvre et tous les matériaux nécessaires. Elle dura un an et permit à de nombreuses familles de ne pas émigrer, dans une période où généralement tout le monde va chercher du travail en ville. Le projet fut inauguré fin 2005 par le président Vicente Fox lui-même et l'ancienne secrétaire générale de la CDI, Xochitl Galvez. Les objectifs du projet d'écotourisme communautaire étaient "de développer l'infrastructure nécessaire pour recevoir des touristes dans des conditions d'équipement adéquates ; de créer des emplois dans la communauté permettant d'éviter

la migration vers d'autres zones du pays ; d'étendre les possibilités de commercialisation de la production artisanale et de fortifier la reconnaissance des valeurs culturelles et naturelles de la communauté" (CDI, 2006, dans Santana, 2009). La structure écotouristique du nom de Eculiturismo Tatei Kie ("la maison de notre terre mère" en langue hui-chol) compte plusieurs *cabañas*⁽¹³⁾, un restaurant ainsi qu'une salle d'exposition d'artisanat et une aire de camping.

Les enseignements d'un projet

À partir des nombreux entretiens réalisés en janvier 2008 par Lizette Santana et de certaines de mes observations personnelles faites en octobre de la même année, il est possible, entre autres, de tirer de ce projet certains enseignements (cf. tableau 1).

Santana situe ce projet dans un contexte de volonté gouvernementale de créer, depuis 1990, un développement régional dont le tourisme serait le principal moteur. Ainsi serait

désenclavée la zone concernée et une infrastructure adéquate serait édifiée. Cet apport est contrebalancé par les besoins prioritaires des villageois dans les domaines de la gestion de l'eau, de l'éducation, de la santé, d'érosion de sols qui n'ont pas été satisfaits. Ainsi, les habitants se plaignent des privilèges des touristes, notamment de la consommation en eau qui oblige à puiser dans les réserves du village, quand eux-mêmes n'ont pas de toilettes dans leurs foyers.

Tableau 1 • **Conclusions principales de l'analyse de la structure écotouristique Eculiturismo Tatei Kie**

Économique
La commercialisation de l'artisanat a augmenté dans le village permettant des bénéfices économiques directs pour les artisans.
Problème de redistribution des bénéfices : seulement une famille a obtenu des bénéfices directs de l'activité ainsi que ses parents proches de manière indirecte, favorisant les asymétries dans le village.
La commercialisation du projet s'est concentrée au niveau régional sur une seule agence de voyages (Vallarta Adventure) détenant un quasi-monopole sur l'émission de touristes vers le village en organisant intégralement le séjour (transport inclus jusque dans la communauté). De plus, seulement 3,3 % du prix payé par les touristes revient à la communauté.
L'arrivée de touristes est très en dessous des prévisions de la CDI (185 en 2007) pour une estimation de 3 720 nuitées. En termes de bénéfices, le projet n'a pas non plus atteint les chiffres escomptés (81 725 pesos en 2007 selon l'estimation de Santana, alors que la CDI annonçait 390 600).
Environnemental
Le projet n'a pas pris en compte les impacts écologiques sur les ressources naturelles (capacité de charge, gestion de l'eau, nécessité de reforestation pour compenser la construction de l'infrastructure, gestion des déchets, sensibilisation des touristes, etc.).
La reconfiguration spatiale occasionnée par une séparation entre aire protégée et espace urbain a entraîné une nouvelle manière d'administrer le territoire fondée sur des valeurs rationnelles éloignées de la gestion traditionnelle qui prédominait auparavant.
Social
La communauté a noté un faible impact social relatif aux changements occasionnés par le projet. Ceux-ci sont par contre notables dans les coutumes et le niveau de vie des bénéficiaires directs.
La participation communautaire ainsi que l'intérêt des habitants pour le projet sont relativement faibles.
La participation des femmes dans les prises de décision du projet est inexistante.
Aucun travail d'intérêt collectif n'a été réalisé pour la communauté.
Culturel
Le projet tend à commercialiser le "sacré" par une mise en scène d'épisodes folkloriques de la culture wixarika destinée aux touristes.
La production de connaissance interculturelle entre touristes et population locale est limitée à une simple reconnaissance du caractère traditionnel de la culture wixarika par les touristes et favorise le maintien de clichés culturels à la place d'un réel échange.

Le projet Eculturismo Tatei Kie est révélateur de la différence entre le discours du gouvernement concernant les bénéfices du tourisme pour les pauvres et les pratiques réelles. Le gouvernement a trop vite identifié le tourisme comme la solution miracle de la zone, oubliant de répondre au préalable aux demandes fondamentales des villageois et croyant que la biodiversité pouvait à elle seule constituer un potentiel touristique. L'imposition d'un projet aux apparences communautaires, les clivages socio-organisationnels provoqués au sein de la communauté ainsi que le peu d'attention aux critères écologiques sont le reflet d'un projet qui a été implanté sans tenir compte de la complexité sociale et des enjeux locaux, excluant toute analyse systémique du territoire d'accueil. La promotion du projet a été mise de côté et la commercialisation repose sur une seule agence de voyages basée à Puerto Vallarta, Vallarta Adventures, qui contrôle le produit tout au long de sa chaîne.

Ce projet de tourisme alternatif illustre donc le lien direct existant entre des *“concepts rendus naturels par des positions acritiques et les pratiques du développement touristique”* (Capanegra, 2008, p. 132), lien favorisé par une chute dans des illusions participatives et culturalistes, et qui permet de tout expliquer et de tout excuser par la participation des acteurs ou par la culture, ce qui amène finalement à une position acritique des rapports de pouvoir et des conflits existant

au sein de la communauté. La biodiversité du territoire wixarika et la pauvreté matérielle de son peuple ont constitué un potentiel touristique dans le seul but d'intégrer un programme de développement. Dans cette logique, on ne s'étonnera pas que les populations locales, ainsi d'ailleurs que les touristes (censés concourir au développement), ne soient pas ou ne soient guère prises en compte et sollicitées.

DE LA NÉCESSITÉ D'UN CHANGEMENT D'APPROCHE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE POUR LE TOURISME ALTERNATIF

Nous venons de relever la présence au Mexique d'un tourisme alternatif à deux vitesses : l'une publique et institutionnelle, et l'autre correspondant aux réalités locales. Cette situation impose au tourisme alternatif d'évoluer et de se fortifier au niveau conceptuel afin que les pratiques répondent dans la durée aux défis posés par les enjeux réels des territoires. Nous proposerons donc dans la suite de cet article des évolutions théoriques et méthodologiques qu'il paraît essentiel d'intégrer dans les politiques de planification touristique.

Changement de point de vue

“Une des difficultés majeures à laquelle nous nous confrontons pour analyser le phénomène touristique est la séparation des champs d'analyse entre les diverses disci-

plines qui s'intéressent à son étude” (Hiernaux, 2003, p. 58). Étudier le tourisme à travers son potentiel économique, l'attractivité naturelle d'un lieu, son impact social, etc., segmente une activité et oublie de la replacer dans un contexte systémique, comme le prônent Rémy Knafou et Mathis Stock (2003, pp. 931-934), ou de processus sociétaire, comme le préfère Daniel Hiernaux (2003, pp. 57-69). Ces auteurs parlent du tourisme comme d'une articulation *“acteurs-pratiques-espaces”*. Cette approche géographique sera d'autant plus intéressante qu'elle sera replacée dans une perspective de durabilité et de lutte contre la pauvreté.

En effet, le tourisme ne serait alors plus abordé uniquement comme une solution de développement économique mais comme un facteur parmi d'autres d'un processus complexe de revitalisation territoriale endogène, dans lequel l'individu est au centre d'un système ouvert et dynamique. Cette approche prétend aborder le tourisme comme une activité qui s'insère dans un système existant et dont il n'est pas possible d'occulter la réalité dans une perspective de développement durable. L'approche est donc *“systémique (fondée sur la prise en compte des interactions et des rétractions), multiscalaire (combinaison de différents niveaux spatiaux) et complexe (tension entre l'aspiration à un savoir non cloisonné et l'aveu du caractère inachevé de toute connaissance”* (Boutouyrie, 2001, p. 27).

Dès lors, la notion de paysage, concept clé des courants culturels de la géographie humaine, peut être la base d'une méthodologie transdisciplinaire, car elle présente l'avantage de considérer à la fois l'élément physique, l'écosystème, et le concept de territoire, c'est-à-dire l'organisation hiérarchique et de pouvoir établie dans un espace délimité. C'est donc une unité spatio-temporelle : l'espace, pour l'intégration d'une dimension territoriale avec l'existence de réseaux, de relations sociales et institutionnelles ; et le temps, pour la relation culture-nature, fruit d'une adaptation socio-économique – passée, actuelle et future – à un élément physique. Le paysage constitue un ensemble, un espace d'expression socioculturelle qui traduit l'histoire et la vie d'une région et représente son caractère et son identité, *“la dimension culturelle de la nature, ou bien la dimension naturelle de la culture”* (Urquijo et Barrera, 2009, p. 231). Il est également le reflet d'activités économiques et productives déterminées par des conditions institutionnelles, environnementales et culturelles, dont le tourisme peut faire partie. Le paysage permet de s'éloigner des théories déterministes en devenant le support de l'activité touristique. Ainsi sa complexité, sa richesse et son potentiel délimitent la mise en œuvre du tourisme et deviennent les conditions de sa durabilité. Il est alors possible d'aborder un projet de tourisme alternatif comme un travail *“en relation avec la configuration territoriale, l'établissement de réseaux et d'échelles,*

avec la perception, intervention ou gestion de la nature en évitant de prendre en compte la nature comme un simple élément physique délié de la participation de l'homme” (Urquijo et Barrera, 2009, p. 230). La culture seule, un attrait naturel, un investissement de capital, une volonté gouvernementale ne constitueraient donc pas en soi un potentiel suffisant pour légitimer un projet de tourisme alternatif.

Dans cette approche constructiviste du territoire⁽¹⁴⁾, le tourisme devient alors un moyen de le façonner, avec les risques et les avantages que cela comporte. Pourtant, même si l'action d'introduire une activité touristique sur un territoire peut être considérée comme une construction issue des acteurs (dans l'optique où le projet n'aurait pas été imposé de l'extérieur), les conséquences réelles d'un tel projet s'avèrent difficilement prévisibles car certaines situations existent *“de fait”*, c'est-à-dire sans qu'il soit possible de déterminer en quoi l'homme a eu un pouvoir d'action. On peut cependant considérer le tourisme comme la composante d'un projet social envisagé dans une optique possibiliste⁽¹⁵⁾ par ses acteurs dans une perspective à long terme. Pour cela, il devient indispensable d'analyser les pratiques et les interactions des acteurs en assumant que le tourisme est un élément modificateur du territoire (approche systémique). Placer ces interactions dans leur contexte socio-historique permettrait de comprendre le rôle que le tourisme pourrait prendre sur le territoire. Le tourisme alternatif

deviendrait alors une possibilité de participer à une construction sociale et serait ainsi assumé dans le cadre d'un processus de développement durable intégré dans divers secteurs.

Le tourisme alternatif, en considérant le paysage dans sa complexité et sa réalité locale, pourrait donc avoir une influence locale à l'intérieur d'un système plus global (approche multiscale). Le concept de *glocalité*⁽¹⁶⁾, présent dans le modèle de tourisme alternatif décrit dans la première partie, s'inverserait : *“Ce ne serait pas le global qui s'imposerait mais le lieu et le territoire qui se réinventeraient”* (Beauchard, 2004).

Approche méthodologique

Au niveau méthodologique, l'investigation-action-participative (IAP) est une approche dans laquelle le cadre de la recherche n'est pas défini par le chercheur mais par les acteurs locaux eux-mêmes. L'objectif est de *“connaître pour transformer”* (Basagoiti et Bru, non publié, p. 3). Pour cela, l'outil principal de l'IAP est l'évaluation rurale participative (ERP), qui consiste à travailler avec les acteurs locaux pour qu'ils définissent et hiérarchisent leurs priorités. Loin des actions paternalistes du gouvernement, un véritable développement endogène se met alors en place dans lequel les acteurs sont les principaux protagonistes. La participation des acteurs n'est pas un moyen pour accéder au développement mais une fin en soi pour créer une dynamique locale, un cadre d'expression ou pour encourager les capacités individuelles dans le but

d'engendrer un vrai processus de changement social à partir du local. Selon Luisa Paré, la population locale n'est alors plus l'objet du développement mais le sujet. Cela permet de "*dépasser la ressource, le produit ou la destination pour se centrer sur l'essentiel : la personne usager (habitant et visiteur) et la société (le local et le global)*" (Mantero, 2008, p. 96). Cette méthodologie servirait par exemple à éviter de promouvoir le développement par le tourisme comme "*naturel, normal et universel, et tout simplement hors de discussion*" (Capanegra, 2008, p. 133), comme cela a été le cas pour Eculturismo Tatei Kie, alors qu'il devrait résulter de l'étude d'une réalité complexe. La seule solution est de tenir compte de la complexité sociale de la communauté ainsi que des rapports de pouvoir et des conflits qui l'animent.

Pour déterminer le potentiel d'un projet de tourisme alternatif ou savoir si un territoire possède les conditions nécessaires à son implantation, il paraît donc primordial d'évaluer le paysage qui rend compte de la transdisciplinarité du tourisme dans une perspective holistique. Il faudra donc utiliser à la fois des instruments qualitatifs et quantitatifs qui garantiront l'analyse de facteurs autant culturels qu'économiques, biologiques et sociologiques. Les méthodes trop subjectives et exemptes de matérialité de la géographie humaine ou strictement quantitatives de l'économie ou de la biologie apparaissent comme trop limitées.

CONCLUSION

LE TOURISME ALTERNATIF COMME PROCESSUS DE CHANGEMENT SOCIAL ET DE REVITALISATION TERRITORIALE

En premier lieu, au Mexique, le discours des politiques publiques sur le développement et sur la lutte contre la pauvreté résulte d'une conception réductrice de ces termes et d'une vision utilitariste de la biodiversité culturelle. Cela explique en partie les dérives de certains programmes de développement, dont le tourisme alternatif fait souvent partie comme nous avons pu le voir dans l'exemple évoqué. Cela n'explique pourtant pas tout et de nombreux acteurs sociaux et universitaires dénoncent un détournement intentionnel dans ces projets de développement implantés dans des zones stratégiques en termes de biodiversité culturelle pour favoriser la transition d'une économie traditionnelle vers une économie de marché. L'acceptation universelle du tourisme comme outil de lutte contre la pauvreté, que les organismes internationaux et gouvernementaux ont réussi à faire admettre mondialement, a donné lieu à des projets fortement dépendants de facteurs externes (arrivée de touristes étrangers, fonds internationaux, économie dominante, etc.). Peu de travail a finalement été entrepris sur les processus qui permettraient de générer un réel développement endogène.

En second lieu, l'apport de la géographie humaine, et plus spécifique-

ment de la géographie culturelle, appliquée au tourisme suggère des possibilités d'actions endogènes intéressantes en termes de développement, de gestion et de planification des ressources touristiques. Les récentes études permettent d'intégrer le poids culturel et symbolique de la société et de se défaire d'un excès de matérialisme ancré dans les programmes de coopération internationale (Hiernaux, 2003, pp. 57-69). Le concept de paysage nous permet de centrer l'homme au cœur du débat et de situer le territoire comme un espace délimité en mouvement dans lequel coexistent des relations de pouvoir, des symboles d'identité, des conditions géomorphologiques qui déterminent certaines activités économiques, des institutions, des niveaux d'éducation et de santé, etc. Dans l'optique de participer au développement endogène d'un lieu, le projet de tourisme alternatif devrait donc s'appuyer sur une évaluation du paysage, reflet d'une situation dans sa complexité à un moment donné, résultat d'un développement passé qui se prépare à construire son futur. L'anthropologie appliquée nous offre, quant à elle, des outils méthodologiques et des perspectives sur l'individu et son comportement transposables dans le domaine du tourisme afin de positionner les ressources (naturelles, humaines, organisationnelles, culturelles, économiques, etc.) de l'homme et de son territoire en tant que sujets, acteurs et modificateurs du développement, et non pas objets d'une politique externe. Cette perspective nous per-

met de repenser la durabilité dans une optique intégrale en réduisant la dichotomie nature-société et en considérant l'homme comme sujet de son action. L'interventionnisme assumé du chercheur réalisant une IAP ne se limiterait donc plus à de la planification exogène, mais consisterait plutôt à permettre aux habitants, grâce à une expertise commune et un partage de connaissances, d'inventer des solutions collectives à des situations ou problèmes locaux précis, identifiés au préalable.

Enfin, on peut remarquer qu'il existe bien des méthodes qui pourraient faire participer le tourisme alternatif à un changement social à partir de la base, permettant une revitalisation territoriale endogène dans une perspective de durabilité intégrée. Cependant les planificateurs optent le plus souvent pour des projets paternalistes dont les résultats sont tangibles et quantifiables à court terme (ce qui permet de justifier leur mandat et leur travail en faveur de la réduction de la pauvreté ou de la protection de l'environnement). La réalité du terrain montre que le devenir à long terme de ces projets est voué à l'épuisement tant que les destinataires ne sont qu'objets du développement. Remettre en question les conceptions qui ont établi de tels modèles nous conduit à chercher des réponses mieux adaptées dans le domaine des sciences humaines, qui considèrent les acteurs comme sujets responsables du changement social. En vue de quitter l'idée fautive du tourisme alternatif comme solution miracle aux problèmes du milieu

rural, il apparaît nécessaire d'étudier le tourisme comme une alternative parmi d'autres faisant partie d'une stratégie complexe pour un territoire qui cherche à se réinventer. ■

(1) Inegi : Institut national mexicain de statistiques, géographie et informatique.

(2) Secteur : secrétariat au Tourisme mexicain.

(3) Les CIP sont créés et gérés par l'Agence de développement du tourisme mexicain (Fonatur).

(4) Pour de plus amples informations à propos de ce programme, voir le site internet de l'OMT :

<http://www.unwto.org/step/>

(5) Source : <http://www.unwto.org/step/>

(6) Toutes les citations de cet article, dont l'original est en langue étrangère, résultent d'une traduction personnelle.

(7) Pour plus d'informations, voir :

http://www.unwto.org/quality/trade/en/pdf/trd_02_1.pdf

(8) L'illusion participative consiste selon Alain Girard et Bernard Schéou (2009) à croire que la participation des acteurs locaux garantit en soi le succès d'un projet de tourisme alternatif. Ces chercheurs se posent également la question de savoir si cette illusion est délibérée ou issue d'une négligence conceptuelle.

(9) Définition de Roger Bastide : "Ensemble des phénomènes résultant du contact direct et continu entre des groupes d'individus de cultures différentes avec des changements subséquents dans les types de culture originaux de l'un ou des autres groupes" (cf. l'article "Acculturation", *Encyclopedia Universalis* [<http://www.universalis.fr/auteurs/roger-bastide>]).

(10) Les résultats de cette étude de cas relèvent d'un travail de Lizette Santana et de

mes observations sur le terrain faites en 2008. Pour de plus amples informations à ce sujet, consulter Santana (2009).

(11) Par exemple, en ce qui concerne l'État du Chiapas, le Centre de défense des droits humains Fray Bartolomé de Las Casas et le Centro de Investigaciones Económicas y Políticas de Acción Comunitaria (Ciepac) répertorient de nombreuses violations des droits humains pour la création de réserves naturelles.

(12) "Acteur qui est partie prenante dans plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres et qui peut, de ce fait, jouer un rôle indispensable d'intermédiaire et d'interprète entre des logiques d'action différentes, voire contradictoires" (Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'Acteur et le système*, Seuil, 1977).

(13) Structure d'hébergement simple généralement fabriquée en matériaux traditionnels (bois, bambou, palme, adobe, etc.).

(14) C'est-à-dire une approche dans laquelle l'homme joue le rôle le plus important : le lieu, le territoire et la culture ne sont pas des mises en scène, ils sont le reflet d'une réalité, d'une construction de ses acteurs, consciente et inconsciente.

(15) Le *possibilisme*, concept développé par Paul Vidal de La Blache, rééquilibre les relations société-environnement et sujet-objet et ouvre la possibilité à l'individu de modifier son écosystème. La durabilité réduit la marge de manœuvre de l'individu mais ouvre des portes vers d'autres types de solutions en rapport avec des valeurs éthiques, d'égalité, ce que La Blache appelle le "genre de vie" (Urquijo et Barrera, 2009, pp. 227-252).

(16) Contraction de "global" et "local". Dans le contexte de la mondialisation la "glocalité" est le reflet d'une société dont le global pénètre le local (Beauchard, 2004).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Manuel R. BASAGOITI et **Paloma Bru MARTIN**, "La Investigación - Acción-Participativa como metodología de mediación e integración socio-comunitaria" (non publié).

Jacques BEAUCHARD, "La 'glocalité' ou le temps synchrone", communication au séminaire *Disparition ou retour du lieu et de l'histoire ? La logique des temps contre la logique des lieux*, Observatoire international de prospective régionale (OIPR), 2004.

Éric BOUTOUYRIE, *Approche géographique des conditions de naissance et du fonctionnement territorial d'un espace de tourisme et de loisirs : étude du cirque de Cilaos (Île de La Réunion)*, mémoire de DEA, université de La Réunion, 2001.

César CAPANEGRA, "La invención del desarrollo turístico. Genealogía de una episteme de poder", dans Stella Maris Amaiz Bume et Alfredo César Dachary (dir.), *Turismo y desarrollo, crecimiento y pobreza*, universidad de Guadalajara, 2008.

Jordi GASCÓN, *El Turismo en la cooperación internacional. De las brigadas internacionalistas al turismo solidario*, Icaria Antrazyt, 2009.

Alain GIRARD et **Bernard SCHÉOU**, "Le tourisme solidaire communautaire à l'épreuve des illusions culturaliste et participative, l'exemple d'une expérience au Bénin", communication au colloque *Tourisme et objectifs du millénaire pour le développement*, 2009.

Mauricio GUZMÁN C., "El programa regional de desarrollo turístico de la Huasteca potosina : un análisis desde la perspectiva sociocultural", dans Alicia Castellanos Guerrero et Jesús Antonio Machuca (coord.), *Turismo, identidades y exclusión*, Universidad autónoma metropolitana (UAM), 2008.

Daniel HIERNAUX, "Turismo y sustentabilidad : crisis de paradigmas y nuevas orientaciones", dans Salvador Gómez Nieves (coord.), *Desarrollo turístico y sustentabilidad*, universidad de Guadalajara, 2003.

INEGI, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática de México, 2010 [<http://www.inegi.gob.mx>].

Rémy KNAFOU et **Mathis STOCK**, "Tourisme", dans Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 2003.

Álvaro LÓPEZ L., "Análisis de los flujos turísticos en el corredor Los Cabos, Baja California Sur", *Investigaciones Geográficas*, 47, 2002.

Jésus Antonio MACHUCA R., "Estrategias turísticas y segregación socioterritorial en regiones indígenas", dans Alicia Castellanos Guerrero et Jesús Antonio Machuca (coord.), *Turismo, identidades y exclusión*, Universidad autónoma metropolitana (UAM), 2008.

Juan Carlos MANTERO, "Turismo : la opción incluyente", *Aportes y transferencias*, 2, 1997, dans Stella Maris Amaiz Bume et Alfredo César Dachary (dir.), *Turismo y desarrollo, crecimiento y pobreza*, universidad de Guadalajara, 2008.

Luca MARTINELLI, "Nuevos desalojos en los Montes Azules : la Reserva de la biosfera, el corredor biológico mesoamericano y el papel de conservación internacional", *Boletines de Ciepac*, 393, 2004.

OMT, *Turismo y atenuación de la pobreza - Recomendación para la acción*, Organisation mondiale du tourisme, 2004.

Luisa PARÉ, *Retos de la investigación-acción ante los paradigmas del desarrollo sustentable y las políticas públicas*, Instituto de Investigaciones Sociales - Unam (université nationale autonome du Mexique) (non publié).

Lewis PEREIRA, "Roger Bastide y los límites de la antropología aplicada tradicional", *Boletín antropológico*, 25, 69, 2007.

Lizette SANTANA B., *Ecoturismo en territorio Wixarika*, Maestría de Antropología Social, Unam (université nationale autonome du Mexique), 2009.

SECTUR, *Resultados acumulados de la actividad turística*, Sub Secretaría de planeación turística, Dirección general de información y análisis, Secretaría de turismo, 2008.

Pedro URQUIJO T. et **Narciso BARRERA B.**, "Historia y paisaje. Explorando un concepto geográfico monista", *Andamios*, 5, 10, 2009.

Maurice WINTZ, "De la nature produite à la nature sans l'homme : quelques représentations sociales de la nature à propos du projet d'aménagement de l'III domaniale", *Le Courier de l'environnement de l'INRA*, 24, 1995.